



KPMG SA
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex

Fédération Française d'Haltérophilie Musculation

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Fédération Française d'Haltérophilie Musculation

7 Rue Roland Martin Bât B - 1er étage - 94500 CHAMPIGNY SUR MARNE

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex

Fédération Française d'Haltérophilie Musculation

7 Rue Roland Martin Bât B - 1er étage - 94500 CHAMPIGNY SUR MARNE

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

À l'Assemblée Générale de l'association Fédération Française d'Haltérophilie Musculation,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Fédération Française d'Haltérophilie Musculation relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Comité Directeur.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris La Défense, le 11 juin 2025

KPMG SA

Erik Boulois

Associé



Fédération Française d'Haltérophilie - Musculation



COMPTES ANNUELS AU 31 DECEMBRE 2024

Bilan Actif

| | | 31/12/2024 | | | 31/12/2023 |
|--|--|------------------|-------------------|------------------|------------------|
| | | Brut | Amort. et Dépréc. | Net | Net |
| ACTIF IMMOBILISE | IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | | | | |
| | Frais d'établissement | | | | |
| | Frais de recherche et de développement | | | | |
| | Donations temporaires d'usufruit | | | | |
| | Concessions brevets droits similaires | 65 910 | 32 630 | 33 280 | 2 637 |
| | Autres immobilisations incorporelles (1) | | | | |
| | Immobilisations incorporelles en cours | 28 200 | | 28 200 | |
| | Avances et acomptes | | | | |
| | IMMOBILISATIONS CORPORELLES | | | | |
| | Terrains | | | | |
| | Constructions | | | | |
| | Installations techniques, mat. et outillage indus. | 326 820 | 221 059 | 105 760 | 140 813 |
| | Autres immobilisations corporelles | | | | |
| Immobilisations corporelles en cours | | | | | |
| Avances et acomptes | | | | | |
| BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES | | | | | |
| IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2) | | | | | |
| Participations évaluées selon mise en équival. | | | | | |
| Autres participations | | | | | |
| Créances rattachées à des participations | | | | | |
| Autres titres immobilisés | | | | | |
| Prêts | 3 500 | | 3 500 | 3 500 | |
| Autres immobilisations financières | 11 229 | | 11 229 | 10 751 | |
| TOTAL (I) | 435 658 | 253 690 | 181 969 | 157 700 | |
| ACTIF CIRCULANT | STOCKS ET EN-COURS | | | | |
| | Matières premières, approvisionnements | | | | |
| | En-cours de production de biens | | | | |
| | En-cours de production de services | | | | |
| | Produits intermédiaires et finis | | | | |
| | Marchandises | 16 325 | 5 677 | 10 648 | 13 619 |
| | Avances et Acomptes versés sur commandes | | | | |
| | CREANCES (3) | | | | |
| | Créances clients, usagers et comptes rattachés | 212 771 | 1 690 | 211 081 | 168 147 |
| | Créances reçues par legs ou donations | | | | |
| Autres créances | 32 781 | | 32 781 | 76 974 | |
| VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT | | | | | |
| DISPONIBILITES | 1 021 821 | | 1 021 821 | 1 020 717 | |
| COMPTES DE REGULARISATION | Charges constatées d'avance | 74 021 | | 74 021 | 95 529 |
| | TOTAL (II) | 1 357 719 | 7 366 | 1 350 353 | 1 374 985 |
| | Frais d'émission d'emprunt à étaler (III) | | | | |
| Primes de remboursement des obligations (IV) | | | | | |
| Ecart de conversion actif (V) | | | | | |
| TOTAL ACTIF (I à V) | 1 793 378 | 261 056 | 1 532 322 | 1 532 686 | |
| (1) dont droit au bail | | | | | |
| (2) dont à moins d'un an | | | 14 729 | 14 251 | |
| (3) dont à plus d'un an | | | | | |

Bilan Passif

| | | 31/12/2024 | 31/12/2023 |
|--|--|------------------|------------|
| FONDS PROPRES | Fonds propres sans droit de reprise | | |
| | Fonds propres statutaires | 26 898 | 26 898 |
| | Fonds propres complémentaires | | |
| | Fonds propres avec droit de reprise | | |
| | Fonds propres statutaires | | |
| | Fonds propres complémentaires | | |
| | Ecarts de réévaluation | | |
| | Réserves | | |
| | Réserves statutaires ou contractuelles | | |
| | Réserves pour projet de l'entité | | |
| Autres | | | |
| Report à nouveau | 454 395 | 452 829 | |
| Excédent ou déficit de l'exercice | 1 869 | 1 566 | |
| Total des fonds propres (situation nette) | 483 162 | 481 293 | |
| Fonds propres consommables | | | |
| Subventions d'investissement | 148 916 | 128 820 | |
| Provisions réglementées | | | |
| Total des autres fonds propres | 148 916 | 128 820 | |
| Total des fonds propres | 632 078 | 610 113 | |
| Fonds reportés et dédiés | Fonds reportés liés aux legs ou donations | | |
| | Fonds dédiés sur subventions d'exploitation | | 45 235 |
| | Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes | | |
| | Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public | | |
| Total des fonds reportés et dédiés | | 45 235 | |
| Provisions | Provisions pour risques | | |
| | Provisions pour charges | | |
| Total des provisions | | | |
| DETTES (1) | DETTES FINANCIERES | | |
| | Emprunts obligataires convertibles | | |
| | Autres emprunts obligataires | | |
| | Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2) | | |
| | Emprunts et dettes financières divers | | |
| | Avances et acomptes reçus sur commandes en cours | | |
| | DETTES D'EXPLOITATION | | |
| | Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 328 598 | 309 137 |
| | Dettes des legs ou donations | | |
| | Dettes fiscales et sociales | 98 444 | 103 906 |
| | DETTES DIVERSES | | |
| | Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | | |
| | Autres dettes | 18 187 | 55 453 |
| Produits constatés d'avance | 455 015 | 408 842 | |
| Total des dettes | 900 244 | 877 338 | |
| Ecarts de conversion passif | | | |
| TOTAL PASSIF | 1 532 322 | 1 532 686 | |
| Résultat de l'exercice exprimé en centimes | 1 868,53 | 1 565,99 | |
| (1) Dont à moins d'un an | 900 244 | 877 338 | |
| (2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP | | | |

Compte de Résultat

1/2

| | | 31/12/2024 | 31/12/2023 |
|-------------------------------|---|------------------|------------------|
| | | 12 mois | 12 mois |
| PRODUITS D'EXPLOITATION | Cotisations | 87 433 | 80 873 |
| | Vente de biens et services | | |
| | Ventes de biens | 5 464 | 5 356 |
| | dont ventes de dons en nature | | |
| | Ventes de prestations de service | 426 608 | 489 707 |
| | dont parrainages | | |
| | Produits de tiers financeurs | | |
| | Concours publics et subventions d'exploitation | 1 027 834 | 1 069 648 |
| | Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable | | |
| | Ressources liées à la générosité du public | | |
| | Dons manuels | 16 | 40 |
| | Mécénats | | |
| | Legs, donations et assurances-vie | | |
| | Contributions financières | | |
| | Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges | 46 971 | 39 892 |
| Utilisations des fonds dédiés | 15 355 | 97 735 | |
| Autres produits | 612 308 | 545 042 | |
| | Total des produits d'exploitation | 2 221 990 | 2 328 293 |
| CHARGES D'EXPLOITATION | Achats de marchandises | 3 172 | 3 453 |
| | Variation de stock | 543 | 157 |
| | Achats de matières et autres approvisionnements | | |
| | Variation de stock | | |
| | Autres achats et charges externes | 1 377 462 | 1 464 713 |
| | Aides financières | 205 082 | 183 392 |
| | Impôts, taxes et versements assimilés | 18 491 | 17 425 |
| | Salaires et traitements | 527 371 | 494 732 |
| | Charges sociales | 134 156 | 124 694 |
| | Dotation aux amortissements et dépréciations | 47 782 | 19 098 |
| | Dotation aux provisions | | |
| | Reports en fonds dédiés | | 25 000 |
| | Autres charges | 18 001 | 15 502 |
| | Total des charges d'exploitation | 2 332 060 | 2 348 166 |
| | RESULTAT D'EXPLOITATION | (110 070) | (19 873) |

Compte de Résultat

2/2

| | | 31/12/2024 | 31/12/2023 |
|--|---|------------|------------|
| RESULTAT D'EXPLOITATION | | (110 070) | (19 873) |
| PRODUITS FINANCIERS | De participation | | |
| | D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé | | |
| | Autres intérêts et produits assimilés | 5 101 | 6 086 |
| | Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges | | |
| | Différences positives de change | 250 | 2 |
| | Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement | | |
| Total des produits financiers | | 5 351 | 6 088 |
| CHARGES FINANCIERS | Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions | | |
| | Intérêts et charges assimilées | | |
| | Différences négatives de change | | 234 |
| | Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement | | |
| Total des charges financières | | | 234 |
| RESULTAT FINANCIER | | 5 351 | 5 855 |
| RESULTAT COURANT avant impôts | | (104 719) | (14 018) |
| PRODUITS EXCEPTIONNELS | Sur opérations de gestion | 68 893 | 6 912 |
| | Sur opérations en capital | 37 984 | 10 419 |
| | Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges | | |
| | Total des produits exceptionnels | | 106 877 |
| CHARGES EXCEPTIONNELLES | Sur opérations de gestion | 289 | 1 747 |
| | Sur opérations en capital | | |
| | Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions | | |
| Total des charges exceptionnelles | | 289 | 1 747 |
| RESULTAT EXCEPTIONNEL | | 106 588 | 15 584 |
| Participation des salariés aux résultats | | | |
| Impôts sur les bénéfices | | | |
| TOTAL DES PRODUITS | | 2 334 217 | 2 351 712 |
| TOTAL DES CHARGES | | 2 332 349 | 2 350 146 |
| EXCEDENT ou DEFICIT | | 1 869 | 1 566 |
| CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE | | | |
| Dons en nature | | | |
| Prestations en nature | | | |
| Bénévolat | | | |
| TOTAL | | | |
| CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE | | | |
| Secours en nature | | | |
| Mise à disposition gratuite de biens | | | |
| Prestations | | | |
| Personnel bénévole | | | |
| TOTAL | | | |



Fédération Française d'Haltérophilie - Musculation



ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS AU 31 DECEMBRE 2024

Le bilan arrêté le 31 décembre 2024 présente un total de 1 532 321.84 €.

Le compte de résultat sur la période dégage un **bénéfice de 1 868.53 €**.

La période considérée pour l'établissement de ces comptes annuels s'étale du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes et tableaux font partie intégrante des comptes intermédiaires, qui ont été arrêtés par les dirigeants du Comité Directeur le 27 mai 2025.

I – PRESENTATION DE L'ENTITE

La Fédération Française d'Haltérophilie – Musculation (FFHM) est une Fédération délégataire qui fonde son action sur le développement de l'haltérophilie et musculation en France métropolitaine et sur l'ensemble des régions et collectivités d'outre-mer.

L'association a, entre autres, pour objet d'organiser, de contrôler et de mener toutes actions propres à développer la pratique : de l'haltérophilie et de la musculation et de contribuer, par ces activités au développement et à la promotion de l'éducation et de la culture. La FFHM a également pour objet de mettre en place la règlementation de l'activité sportive, d'assurer la formation et le perfectionnement de ses cadres/entraîneurs et de définir les règles (sécurité, contrôle, surveillance médicale...) d'organisation des compétitions.

Pour mener à bien ces projets, l'association est administrée par un Comité Directeur composé de 30 membres (depuis les élections fédérales du 23/11/2024) et d'un Bureau Exécutif. Des commissions spécifiques sont mises en place pour traiter de sujets qui leur sont dédiés (commission d'arbitrage, commission médicale...)

Les ressources de la Fédération proviennent notamment des affiliations et adhésions des membres à la Fédération, des subventions étatiques, de droits d'inscription aux compétitions, de partenariats, de formation ou encore de services rendus aux membres de l'association.

II – REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels ont été établis et présentés selon la réglementation française en vigueur, résultant des règlements de l'Autorité des Normes Comptables (ANC).

L'association a arrêté ses comptes en respectant le règlement n° 2018-06 relatif à la réécriture du plan comptable général et pris en compte le règlement n° 2014-12 au titre des règles de comptabilisation des domaines spécifiques : règles d'évaluation, de réévaluation des éléments du patrimoine, des contributions volontaires en nature.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence conformément aux hypothèses de bases :

- Continuité de l'exploitation,
- Importance relative,
- Permanence des règles et méthodes comptables d'un exercice à l'autre.

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

1) Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles figurant au bilan représentent des logiciels et droits incorporels informatiques. Ils sont amortis sur une durée de 3 à 6 ans.

2) Immobilisations corporelles

Elles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisitions des immobilisations).

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant les modes linéaires et dégressifs en fonction de leur estimation de durée de vie :

| Immobilisations corporelles | Mode | Durées d'amortissement |
|------------------------------------|------|------------------------|
| Matériel sport et animation | L | 3 à 7 ans |
| Installations et aménagements | L | 5 à 10 ans |
| Matériels de transport | L | 3 à 5 ans |
| Matériel de bureau et informatique | L | 3 à 5 ans |
| Mobilier | L | 3 à 10 ans |

3) Immobilisations financières

Les immobilisations financières sont constituées :

- D'avances sur convention pour un montant de 3 500 €
- De dépôts en cautionnement pour 11 228.51 €

4) Fonds propres

Ils sont notamment constitués des fonds propres et du report à nouveau.

| | Affectation du résultat | | | | |
|-------------------------------------|-------------------------|-------------------------|---------------|---------------|---------------------|
| | A l'ouverture | Affectation du résultat | Augmentation | Diminution | A la clôture |
| Fonds propres sans droit de reprise | 26 898,21 € | | | | 26 898,21 € |
| Report à nouveau | 452 829,18 € | 1 565,99 € | | | 454 395,17 € |
| Excédent N-1 | 1 565,99 € | -1 565,99 € | | | 0,00 € |
| Sous-total | 481 293,38 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 481 293,38 € |
| Excédent N | | | | | 1 868,53 € |
| Subvention d'investissement | 128 819,93 € | | 58 080,00 € | 37 983,88 € | 148 916,05 € |
| Total fonds propres | | | | | 632 077,96 € |

5) Subventions et fonds dédiés

Elles sont utilisées conformément à leur objet et à la convention d'objectif.

| Fonds dédiés | A l'ouverture | Reports | Utilisations | | Transferts | A la clôture | |
|----------------------------|-----------------|------------|-----------------|---------------------|-----------------|----------------|---|
| | | | Montant global | Dont remboursements | | Montant global | Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices |
| Subvention d'exploitation | | | | | | | |
| Convention d'Objectif 2021 | 235 € | - € | 235 € | - € | - € | - € | - € |
| Convention d'Objectif 2022 | 20 000 € | - € | - € | - € | 20 000 € | - € | - € |
| Convention d'Objectif 2023 | 25 000 € | - € | 15 120 € | - € | 9 880 € | - € | - € |
| Total | 45 235 € | - € | 15 355 € | - € | 29 880 € | - € | - € |

Les fonds dédiés disponibles au 1^{er} janvier 2024 ont été repris au compte de résultat pour 15 355 € et affectés en subventions d'investissement pour 29 880 €, en financement du nouveau site internet de la FFHM.

L'ensemble des fonds dédiés sont consommés au 31/12/2024. Il n'y a donc plus de fonds dédiés à cette date.

| Subventions d'investissement | Valeur en début d'exercice | Augmentation | Diminution | Valeur en fin d'exercice |
|-------------------------------------|----------------------------|-----------------|------------|--------------------------|
| Montant nominal | 141 243 € | 58 080 € | 0 € | 199 323 € |
| Quotes-parts virées au résultat | 12 423 € | 37 984 € | 0 € | 50 407 € |
| Montant net en fonds propres | 128 820 € | 20 096 € | 0 € | 148 916 € |

En 2024, une quote-part des fonds dédiés 2022 et 2023 a été consommé en subvention d'investissement pour un montant de 29 880 € ; celle-ci correspond à l'acquisition d'outils numériques financés par l'ANS.

Les amortissements comptabilisés en 2024 sur ces immobilisations, d'un montant de 1 660 €, sont en partie compensés par des produits exceptionnels équivalents, au poste « Quote-part subvention virée au résultat ».

D'autres financements antérieurs, également financés par une subvention d'investissement, ont entraîné une quote-part de subvention virée au résultat d'un montant de 36 323.88 €.

6) Stocks

Les stocks sont évalués selon la méthode du coût historique.

7) Créances et dettes

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation des créances est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

III – INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN

1) Etat de l'actif immobilisé

| Immobilisations | Valeur en début d'exercice | Acquisition | Mise au rebut | Valeur au 31/12/2024 |
|----------------------------------|----------------------------|-----------------|-----------------|----------------------|
| Logiciels | 63 897 € | 29 880 € | 63 897 € | 29 880 € |
| Autres incorporelles | 30 510 € | 5 520 € | | 36 030 € |
| Immo incorporelles en cours | 0 € | 28 200 € | 0 € | 28 200 € |
| Total immo. incorporelles | 94 408 € | 63 600 € | 63 897 € | 94 110 € |
| Matériel sport et animation | 129 101 € | 2 650 € | | 131 751 € |
| Installations et agencements | 19 276 € | | | 19 276 € |
| Matériel de transport | 118 697 € | | | 118 697 € |
| Matériel de bureau | 957 € | | | 957 € |
| Matériel informatique | 40 541 € | 2 731 € | | 43 273 € |
| Mobilier | 12 865 € | | | 12 865 € |
| Total immo. corporelles | 321 438 € | 5 381 € | 0 € | 326 820 € |
| Total immo. financières | 14 251 € | 558 € | 80 € | 14 729 € |
| Total | 430 097 € | 69 539 € | 63 977 € | 435 658 € |

Les acquisitions d'immobilisations réalisées sur l'année 2024 portent sur du matériel sportif et d'animation ainsi que du matériel informatique ou encore sur un nouveau site internet pour la fédération, entraînant la « mise au rebut » du précédent.

2) Etat des amortissements

| Amortissements | Valeur en début d'exercice | Augmentation | Diminution | Valeur au 31/12/2024 |
|----------------------------------|----------------------------|-----------------|-----------------|----------------------|
| Logiciels | 63 897 € | 1 660 € | 63 897 € | 1 660 € |
| Autres incorporelles | 27 874 € | 3 097 € | | 30 970 € |
| Total immo. incorporelles | 91 771 € | 4 757 € | 63 897 € | 32 630 € |
| Matériel sport et animation | 63 144 € | 19 099 € | | 82 244 € |
| Installations et agencements | 19 276 € | | | 19 276 € |
| Matériel de transport | 44 349 € | 20 718 € | | 65 067 € |
| Matériel de bureau | 957 € | | | 957 € |
| Matériel informatique | 40 060 € | 589 € | | 40 649 € |
| Mobilier | 12 838 € | 27 € | | 12 865 € |
| Total immo. corporelles | 180 626 € | 40 434 € | 0 € | 221 059 € |
| Total | 272 396 € | 45 191 € | 63 897 € | 253 690 € |

3) Echéances des créances et des dettes

| Créances | Montant brut | Liquidité de l'actif | |
|------------------------------------|------------------|----------------------|----------------|
| | | < 1 an | > 1 an |
| Fournisseurs - Acpte sur commandes | 24 858 € | 24 858 € | |
| Clients | 195 641 € | 193 952 € | 1 690 € |
| Autres créances | 7 923 € | 7 923 € | |
| Charges constatées d'avance | 74 021 € | 74 021 € | |
| Total | 302 444 € | 300 754 € | 1 690 € |

| Dettes | Montant brut | Degré d'exigibilité | |
|---|------------------|---------------------|------------|
| | | < 1 an | > 1 an |
| Dettes fournisseurs | 328 598 € | 328 598 € | |
| Dettes sociales | 80 553 € | 80 553 € | |
| Dettes fiscales | 17 891 € | 17 891 € | |
| Autres dettes | 18 187 € | 18 187 € | |
| Produits constatés d'avance | 455 015 € | 455 015 € | |
| Total | 900 244 € | 900 244 € | 0 € |
| Emprunts souscrits en cours d'exercice | | | |
| Emprunts remboursés en cours d'exercice | | | |

4) Charges à payer

| Charges à payer | Montant brut |
|--|------------------|
| Personnel - Charges fiscales à payer | 14 930 € |
| Personnel - Congés à payer | 8 135 € |
| Personnel - Charges sur congés à payer | 3 499 € |
| Personnel - Salaires et primes à payer | 30 633 € |
| Personnel - Charges sur salaires et primes à payer | 15 302 € |
| Autres charges à payer | 14 187 € |
| Fournisseurs - Factures non parvenues | 128 749 € |
| Total | 215 434 € |

5) Produits à recevoir

| Produits à recevoir | Montant brut |
|--|-----------------|
| Charges sociales - Produits à recevoir | 704 € |
| Clients factures à établir | 15 440 € |
| Autres produits à recevoir | 7 000 € |
| Total | 23 144 € |

6) Charges et produits constatés d'avance

Les produits et charges constatés d'avance sont des produits et des charges d'exploitation dont la répercussion sur le résultat est reportée à un exercice ultérieur.

IV – INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT

1) Composition du résultat

| Détail résultat | Montant |
|-------------------------|----------------|
| Résultat d'exploitation | -110 070 € |
| Résultat financier | 5 351 € |
| Résultat exceptionnel | 106 588 € |
| Total | 1 869 € |

2) Détail des produits d'exploitation

| Produits d'exploitation | Montant brut |
|--|--------------------|
| Subventions | 1 027 834 € |
| Licences | 612 001 € |
| Formation Continue | 234 557 € |
| Participations stages | 95 035 € |
| Affiliations | 87 433 € |
| Reprise provision et transferts de charges | 46 971 € |
| Partenariats | 35 370 € |
| Inscriptions compétitions | 31 726 € |
| Refacturations diverses | 17 259 € |
| Report fonds dédiés | 15 355 € |
| Autres participations | 8 601 € |
| Ventes de marchandises | 5 464 € |
| Autres produits | 4 383 € |
| Total | 2 221 990 € |

V – AUTRES INFORMATIONS

1) Evènements significatifs de l'exercice

Comme à chaque année olympique, des élections fédérales ont eu lieu, Michel RAYNAUD ayant été reconduit dans sa fonction de Président de la fédération.

2) Ventilation de l'effectif moyen au 31/12/2024

| Catégorie | Personnel salarié | Personnel mis à disposition |
|--|-------------------|-----------------------------|
| Cadres | 1 | |
| Employés | 9 | |
| Directeur Technique National (DTN) | | 1 |
| Entraîneurs Nationaux (EN) | | 4 |
| Conseillers Techniques Nationaux (CTN) | | 9 |
| Conseillers Techniques Régionaux (CTR) | | 6 |
| Total | 10 | 20 |

L'effectif administratif de la Fédération reste stable en 2024, seuls les salariés « vacataires » ont été intégré au calcul de l'effectif moyen en 2024.

3) Engagements financiers

Engagements donnés

| Nature des engagements donnés | Total | < 1 an | > 1 an |
|-------------------------------|----------------|------------|----------------|
| Effets escomptés non échus | | | |
| Avals et cautions | | | |
| Crédit-bail immobilier | | | |
| Crédit-bail mobilier | | | |
| Engagement de retraite | 8 313 € | | 8 313 € |
| Total | 8 313 € | 0 € | 8 313 € |

La méthode de valorisation des engagements de retraite consiste à :

- ✓ Evaluer les flux futurs probables en se basant sur les hypothèses d'évolution des rémunérations, les droits exigibles au moment du départ à la retraite et les probabilités de présence dans l'entreprise ;

- ✓ Actualiser ces flux à la date d'évaluation afin d'obtenir la valeur actuelle probable des flux futurs (VAP).
- ✓ Proratiser la valeur actuelle probable des flux futurs afin d'obtenir la dette actuarielle (Valeur actualisée de l'obligation).

Les paramètres financiers retenus sont les suivants :

- ✓ Taux d'actualisation : 3,5 %
- ✓ Taux de revalorisation des salaires : 1 %
- ✓ Taux de charges sociales patronales : 46.8 % NC et 65.79 % C
- ✓ Hypothèse de turn-over moyen
- ✓ Table de mortalité : INSEE 2018-2020

Contributions bénévoles

La valorisation du bénévolat a commencé à être mis en place en 2021 au sein de la FFHM, la valorisation retenue pour l'ensemble des membres du bureau est de 40 €/h soit l'équivalent d'environ 3.5 SMIC. Taux auquel sont ajoutées les charges sociales pour déterminer un taux de valorisation de 60 €/h.

La FFHM a estimé 388 heures de réunion des instances dirigeantes en 2024, soit une valorisation du bénévolat à 23 280 €.

Contributions en nature

Selon une convention signée avec les Ministères des Sports, des Solidarités et de la Santé, du Travail, de l'Education Nationale et de la Jeunesse, les moyens alloués, au titre des moyens en personnel mis à disposition, s'élèvent à 1 783 782 €

4) Honoraires du commissaire aux comptes

Le montant total des honoraires du commissaire aux comptes liés à sa mission de contrôle légal des comptes figurant au compte de résultat de l'exercice s'élèvent à 15 813.60 €.

5) Rémunération des dirigeants

Conformément à l'article 20 de la loi n° 2006-586 du 23 mai 2006 sur le volontariat associatif, la rémunération totale des 3 plus hauts cadres dirigeants bénévoles s'élève à 0 €.

6) Organisme de Formation

La Fédération Française d'Haltérophilie Musculation est également organisme de formation agréé, et à ce titre réalise des prestations de formations professionnelle continue.

Son activité de formation est composée de deux types de prestations à destination de ses pratiquants licenciés, des dirigeants et bénévoles, ou encore toute personne souhaitant acquérir les brevets fédéraux :

- Les prestations de formations fédérales,
- Les prestations de formation professionnelle continue, en direct et en sous-traitance pour d'autres organismes de formation professionnelle continue.

| DETAILS DES RESSOURCES LIEES A LA FORMATION | | | | |
|--|------------------|-------------|------------------|-------------|
| Origine des fonds | Montant 2024 | % | Montant 2023 | % |
| 1-Ressources provenant des entreprises et administrations pour leurs salariés et des particuliers | | | | |
| Entreprises | - € | | - € | |
| Etat, Collectivités locales, Etablissements publics | - € | | - € | |
| Entreprises, FONGECIF, OMA, FAF | - € | | - € | |
| Particuliers | - € | | - € | |
| Sous-total 1 | - € | 0% | - € | 0% |
| 2-Ressources provenant des pouvoirs publics | | | | |
| Instance Européennes | - € | | - € | |
| Etat | - € | | - € | |
| Régions | - € | | - € | |
| Autres collectivités territoriales | - € | | - € | |
| Sous-total 2 | - € | 0% | - € | 0% |
| 3-Autres | | | | |
| Autres organismes de formation | - € | | - € | |
| Autres ressources | 237 643 € | 100% | 238 202 € | 100% |
| Sous-total 3 | 237 643 € | 100% | 238 202 € | 100% |
| TOTAL DES RESSOURCES | 237 643 € | | 238 202 € | |

| DECOMPOSITION DES ACTIONS DE FORMATION PAR FINALITE | | | | |
|---|------------------|------|------------------|------|
| Finalité des actions | Montant 2024 | % | Montant 2023 | % |
| Diplômantes | | | | |
| Perfectionnement professionnel et qualifiant | 156 713 € | 100% | 164 985 € | 100% |
| Insertion sociale | | | | |
| TOTAL | 156 713 € | | 164 985 € | |

| DETAILS DES CONVENTIONS DE RESSOURCES PUBLIQUES AFFECTEES | |
|---|--------------|
| Conventions de ressources publiques affectées | Montant 2024 |
| | |
| TOTAL | - € |

LISTE DES CONVENTIONS DE SOUS-TRAITANCE

| LISTE DES CONVENTIONS DE SOUS-TRAITANCE | | Montant 2023 |
|---|-----------------|-----------------|
| Conventions de sous-traitance | Montant 2024 | Montant 2023 |
| TRANSFAIRE | 29 860 € | 54 049 € |
| TOTAL | 29 860 € | 54 049 € |